

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD001 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise CONSTRUCTEL** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Déploiement FTTH (D1/D2))**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'excède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise CONSTRUCTEL**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise CONSTRUCTEL** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. MONTEIRO MARQUES Luis, Directeur général de l'**entreprise CONSTRUCTEL**, ZAC de la Prairie, 72610 SAINT-PATERNE (beorne@constructel.fr),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD002 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise AMPLITUDE RESEAUX** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux FTTH D2)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'exécède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise AMPLITUDE RESEAUX**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise AMPLITUDE RESEAUX** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. LABIDI Bechir, Président de l'**entreprise AMPLITUDE RESEAUX**, 18 avenue Charles De Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE (contact@amplitude-idf.fr),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD003 -

Réglémentant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise BLINK** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Piquetage)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'excède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise BLINK**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise BLINK** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. FORTE Benjamin, Gérant de l'**entreprise BLINK**, 12 CHE DES SEMESTRES, 13200 ARLES
(blinkconseil@gmail.com),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD004 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise DSCOM** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux FTTH D2)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'excède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise DSCOM**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise DSCOM** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

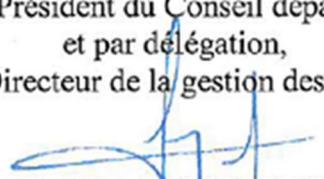
ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. DADJ Jamal, Gérant de l'**entreprise DSCOM**, 10 Avenue de l'Entreprise Campus St Christophe, 95863 CERGY PONTOISE (j.saeidinia@dscom-energie.com),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD005 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise ESDI** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Piquetage)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'excède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise ESDI**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise ESDI** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. BROWN Jean, Président de l'**entreprise ESDI**, 16 Rue du Tiers Pot, 95140 GARGES-LES-GONESSE
(jbrown@esdigroup.net),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD006 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise EURO TELECOM FO** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux FTTH D1)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'excède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise EURO TELECOM FO**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise EURO TELECOM FO** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M.LAZAAR Mohamed, Gérant de l'**entreprise EURO TELECOM FO**, 18 Rue Pierre Semard, 95190 GOUSSAINVILLE (lazaar.mh@eurotelecom-fo.fr/hachemlaz@hotmail.fr
) ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes



Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD007 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise GC RESO** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux FTTH D2)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'excède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise GC RESO**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise GC RESO** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

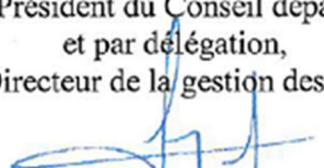
ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- MM. CAMARA Mohamed et GHALEM Hassane, Co-gérants de l'**entreprise GC RESO**, 15 Rue de Cartigny, 59100 ROUBAIX (gceso.contact@gmail.com),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD008 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise HORIZON RESEAUX & TELECOM** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Tirage, raccordement et mesures optiques, armement de poteaux)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à

signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'excède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise HORIZON RESEAUX & TELECOM**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise HORIZON RESEAUX & TELECOM** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

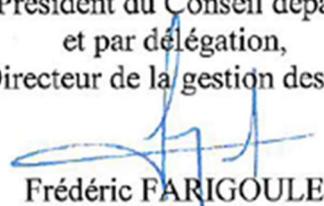
ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- MM. MIGNOT David et SCOPULOVIC Jimmy, Co-gérants de l'**entreprise HORIZON RESEAUX & TELECOM**,
4 rue des Fontaines, 27140 GISORS (d.mignot@horizonreseaux.com),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes



Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD009 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise HORUS INFRA** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux D2 FTTH)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'excède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise HORUS INFRA**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise HORUS INFRA** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. CAMARA Mahamadou, Président de l'**entreprise HORUS INFRA**, 12-14 Rue des Chauffours, 95000 CERGY (infrastructurehorus@gmail.com),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD010 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise HYFO TT** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Tirage, raccordement et mesures optiques)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (panneaux B15-C18) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (piquets K 10) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'exécède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise HYFO TT**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise HYFO TT** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. OUECHTATI Hatem, Gérant de l'**entreprise HYFO TT**, 3 rue du Grand Vidame Apt 37, 80000 AMIENS (hyfott@gmail.com),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD011 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise IERT** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux FTTH)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'exécède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise IERT**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise IERT** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- MM. LIVET Alain, Gérard, Charles et LIVET Julien, Guillaume, co-gérants de l'**entreprise IERT**, 5 Rue du Tertre Bâtiment C, 44470 CARQUEFOU (j.livet@iert.fr),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD012 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise ISKCOM** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux FTTH D2)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'exécède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise ISKCOM**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise ISKCOM** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. KARAMOKO Issiaka, Gérant de l'**entreprise ISKCOM**, 33 Rue des Républicains Espagnols, 93000 BOBIGNY (societe.iskcom@gmail.com),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD013 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise K TELECOM** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux FTTH D2)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'exécède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise K TELECOM**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise K TELECOM** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. BEN SALAH Karim, Gérant de l'**entreprise K TELECOM**, 30 Rue d'Amiens, 80160 LOEUILLY (bsktelecom@gmail.com),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD014 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise MEDIA SYSTEM** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux FTTH D2)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'exécède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise MEDIA SYSTEM**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise MEDIA SYSTEM** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. BLALI Amine, Président de l'**entreprise MEDIA SYSTEM**, 4 Avenue Laurent Cely, 92600 ASNIERES-SUR-SEINE (ca-mediasystem@outlook.fr),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD015 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise NEGAMAX** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Déploiement FTTH (D1/D2)/Travaux Optiques)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'exécède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise NEGAMAX**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise NEGAMAX** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. ABCHA Lazhar, Président de l'**entreprise NEGAMAX**, 14 Rue Lamennais , 22000 SAINT-BRIEUC (negamax22@gmail.com),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD016 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise PRIME SYSTÈME** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux FTTH D2)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'excède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise PRIME SYSTÈME**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise PRIME SYSTÈME** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. FARAJI Abdenassar, Président de l'**entreprise PRIME SYSTÈME**, 18 Boulevard de la Paix, 95800 CERGY
(contact.primesysteme@gmail.com),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD017 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise PRO TECHNIFIBRE** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Tirage, raccordement et mesures optiques)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'exécède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise PRO TECHNIFIBRE**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise PRO TECHNIFIBRE** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

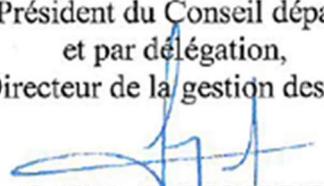
ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. BOUKEZZOULA Jahid, Président de l'**entreprise PRO TECHNIFIBRE**, 3 Rue de Provence, 93600 AULNAY-SOUS-BOIS (michel.do.91@laposte.net),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD018 -

Réglémentant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise S2IA** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Raccordement D2)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'exécède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise S2IA**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise S2IA** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. DOUKALI Mahmoud, Président de l'**entreprise S2IA**, 23 rue fernand Combette, 93100 MONTREUIL (doukali.mahmoud@s2ia.fr),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes



Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD019 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise SYSTEM COM** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Travaux FTTH D2)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manuel** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'excède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise SYSTEM COM**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise SYSTEM COM** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr) . Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

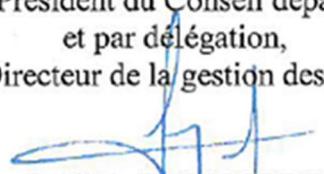
ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. EL YAZIDI Ismail, Président de l'**entreprise SYSTEM COM**, 276 Rue de l'Arbrisseau Appt 67, 59000 LILLE
(systemcom59@gmail.com
33769583262),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE

- ARRÊTÉ ANNUEL T-23ODTHD020 -

Réglementant la circulation au droit de certains chantiers courants réalisés par l'**entreprise TP RESEAUX** dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public routier départemental

Le Président du Conseil Départemental de l'Orne,

VU la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et des Régions, modifiée,
VU les lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des routes et des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation routière,
VU le Code de la Route,
VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles relatifs aux pouvoirs de police de la circulation,
VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, modifié,
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - huitième partie - Signalisation Temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif de certains chantiers réalisés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) sur le domaine public départemental,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers et permettre la réalisation des **travaux de déploiement de la fibre optique (Tirage, raccordement et mesures optiques)**, il est nécessaire de réglementer la circulation sur les **routes départementales hors agglomération**,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er – Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers de caractère constant et répétitif, intéressant les routes départementales hors agglomérations et exécutés pour le compte d'Orne Département Très Haut Débit (ODTHD) dans le cadre du déploiement des réseaux FTTH. Les interventions concernées sont les suivantes :

- Tirages de câbles dans des infrastructures souterraines existantes,
- Câblages aériens sur des infrastructures aériennes existantes,
- Installation de supports isolés ou remplacement de supports pour compléter ou renforcer une infrastructure aérienne existante,
- Installation d'armoires et de chambres de tirage.

ARTICLE 2 - La circulation générale sera réglementée sur les routes départementales de l'Orne, hors agglomération, **du 2 janvier 2023 au 31 décembre 2023**. En fonction des travaux, de leur avancement, de leur localisation et du niveau de trafic routier considéré, elle s'effectuera :

- sans prescription, lorsque les travaux se situent sur accotement (fiche **CF 11** du manuel du chef de chantier),
- par léger empiètement (fiche **CF 12**),
- par fort empiètement (fiche **CF 13**),
- par alternat **défini par un sens prioritaire** (**panneaux B15-C18**) par sections d'une longueur maximale de 100 mètres,
- par alternat **réglé par feux tricolores** sur une distance supérieure à 100 m et d'une longueur maximale de 400 m,
- par alternat **manual** (**piquets K 10**) si la distance est supérieure à 400 m.

Pour la mise en œuvre des mesures d'exploitation précitées, les prescriptions suivantes pourront être utilisées au droit du chantier, en fonction des besoins et du contexte routier :

- limitation de la vitesse à 50 km/h,
- limitation de la vitesse à 70 km/h,
- interdiction du dépassement,
- interdiction du stationnement

Ces dispositions peuvent être cumulées entre elles et concerner l'un ou les deux sens de circulation.

En dehors des périodes d'activité du chantier, la circulation sera rétablie en double sens et la signalisation sera adaptée aux dangers à signaler.

ARTICLE 3 - Le présent arrêté n'est applicable qu'au droit des chantiers remplissant chacune des conditions suivantes :

- La longueur du chantier n'exécède pas 6 km (sans interruption)
- Le débit prévisible ne dépasse pas la capacité de trafic résiduelle au droit du chantier (= pas de bouchon)
- Le chantier n'entraîne pas de déviation
- Le chantier ne devra pas se dérouler sur une route départementale classée « route à grande circulation »
- **Le chantier est réalisé par l'entreprise TP RESEAUX**
- L'entreprise qui réalise les travaux sollicite, au moins 7 jours calendaires avant le démarrage des travaux, l'autorisation de faire usage du présent arrêté (cerfa n°14024*01), auprès de l'agence des infrastructures départementales compétente,
- L'agence des infrastructures départementales compétente n'émet pas d'avis défavorable à l'usage du présent arrêté avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 4 - Les prescriptions des articles 1, 2 et 3 seront matérialisées par une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. (Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire)).

La mise en place de cette signalisation sera assurée par l'**entreprise TP RESEAUX** après accord des services locaux du Conseil départemental (agences des infrastructures départementales). Les services du Département peuvent être amenés à contrôler les chantiers réalisés dans le ce cadre.

ARTICLE 5 - Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 - Toute réglementation de la circulation au droit d'un chantier ne répondant pas aux conditions décrites dans les articles 1,2 et 3 ou nécessitant une prescription non prévue à l'article 2 devra faire l'objet d'un arrêté spécifique et particulier.

ARTICLE 7- Le présent arrêté sera publié sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne. Le personnel des entreprises chargées de l'exécution des travaux devra disposer d'un exemplaire papier ou numérique du présent arrêté qu'il doit être en mesure de présenter à la demande des autorités en charge du contrôle de la police de la circulation sur les routes départementales (forces de l'ordre, services départementaux).

ARTICLE 8 - Un recours contentieux à l'encontre du présent arrêté peut être exercé auprès du Tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication de la décision sur le site internet du Conseil départemental de l'Orne (www.orne.fr). Le tribunal peut être saisi par voie postale (Tribunal Administratif de Caen 3 Rue Arthur Leduc – BP 25086 – 14050 CAEN cedex 4), ou par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site « www.telerecours.fr ».

ARTICLE 9 – La déclaration d'ouverture de chantier ne dispense en aucun cas les entreprises intervenant pour ODTHD des autres procédures administratives et réglementaires (demande d'autorisation de voirie, accord technique préalables, ...).

ARTICLE 10 - M. le Directeur Général des Services du Département de l'Orne,
- M. le Colonel, Commandant du Groupement de gendarmerie de l'Orne,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le Directeur d'ODTHD,
- M. DIAS TEIXEIRA Antonio, Président de l'**entreprise TP RESEAUX**, 1 rue Magnier BEDU, 95410 GROSLAY (tpreaux2018@outlook.fr),

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ALENCON, le 16/12/2022

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,
Le Directeur de la gestion des routes


Frédéric FARIGOULE